Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org

Numéro 70 - mai 2010

>>>SOMMAIRE>>>

>>> Combattre le chômage, pas les chômeuses et les chômeurs! >>>

La 4e révision de l'assurance-chômage affaiblit les salarié-e-s

La «flexibilisation» passe pour une panacée contre les régulations étatiques prétendument surannées du marché du travail qui, selon les organisations patronales et les partis établis, ont fait exploser les chiffres du chômage ces dernières décennies. Par flexibilisation, on entend l'introduction de nouveaux mécanismes de régulation destinés à accroître la capacité des individus à s'adapter rapidement à l'évolution du marché du travail. Ce qui apparaît au premier abord comme un instrument approprié pour augmenter les chances individuelles sur le marché du travail est en fait un mécanisme de contrôle dont le but essentiel est de soumettre les salarié-e-s aux besoins des entreprises mondialisées.

Depuis plus de dix ans maintenant, on constate que les efforts entrepris en faveur de la flexibilisation concernent aussi la réorganisation des assurances sociales – et particulièrement de l'assurance-chômage. Ces contre-réformes des institutions sociales sont regroupées sous le terme générique de "workfare", un concept de politique du marché du travail qui vient des USA et qui soumet la perception de prestations publiques à l'obligation d'accepter un travail. Il ne s'agit pas de répondre aux besoins des sans-emploi - maintenir leur niveau de vie, par exemple -, mais d'amener à tout prix ceux-ci à reprendre n'importe quel travail.

Ce concept est destiné à remplacer la «perception passive» de prestations sociales par des mesures destinées à accélérer l'insertion des personnes au chômage sur le marché du travail. Les modifications découlant du principe de "workfare" ont pour nom: «responsabilisation», «efforts d'intégration», «renforcement de l'employabilité», «resserrement du concept de travail convenable», etc. À lui seul, le choix du vocabulaire est éloquent: le chômage est considéré comme relevant de la responsabilité personnelle de chacune et chacun, et la concurrence (mondiale) entre les salarié-e-s est avivée. Par le biais de réductions des prestations et de menaces de sanctions, tout est fait pour contrôler de manière répressive le comportement des individus.



Avec la 4e révision de l'assurance-chômage, votée à la mi-mars par la majorité bourgeoise du parlement, la situation des chômeuses et chômeurs va se dégrader. Car la révision envisagée prévoit surtout une diminution des prestations. C'est ainsi que les indemnités journalières pour celles et ceux qui ont co-

>>>

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue de l'Orphelinat 15, 2800 Delémont

>>>AGENDA>>>

>National>

Samedi 26 juin, Berne

Liberté, égalité, dignité. Pour toi et moi. **Manifestation** contre la discrimination, le racisme et l'exclusion (voir p.8)

Lundi de Pentecôte 24, Aarau - Olten

Manifestation **Sortons du nucléaire.** Plus d'information sur www.sortonsdunucléaire.ch.

Du 3 au 5 septembre 2010

Université d'été d'Attac Suisse à Delémont (voir p.8)

>Genève>

Mardi 11 mai 2010, 20h

Débat avec Myret Zaki et Sébastien Guex : « Est-ce la fin du secret bancaire ? », UniMail, bd. du Pont-d'Arve 40, salle S150.

Mardi 18 mai 2010, 20h

Comité ouvert d'attac genève, local à la Maison des Associations, rue des Savoises 15.

Jeudi 20 mai 2010, 18h30

Assemblée Générale d'attac genève, suivie à 20h30 de la présentation par **Alec Feuz** de son livre « Affaire classée, ATTAC, Sécuritas, Nestlé », Maison des Associations, rue des Savoises 15, salle Rachel Carson.

Samedi 5 et dimanche 6 juin

Forum Social de Haute-Savoie : « Travailler autrement pour vivre mieux », salle Martin Luther King à Annemasse (F). Avec Eric Décarro, Gérard Filoche, Pierre Khalfa, etc. Concert de Michel Buhler le samedi soir.



>>>

tisé « seulement » pendant une période inférieure à douze mois doivent passer de 400 à 260. Et les mesures concernant le marché du travail n'autorisent plus la prolongation du nombre d'indemnités journalières. En outre, celles et ceux qui n'ont pas encore cotisé ne recevront que 90 indemnités journalières – contre 260 actuellement. « Les jeunes doivent faire preuve de plus de souplesse », entend-on dans les cercles libéraux. C'est ainsi que les moins de 30 ans seront forcé-e-s d'accepter des postes qui ne correspondent pas à leurs qualifications, ou pour lesquels ils et elles sont trop qualifié-e-s. Selon le porte-parole de la fraction bourgeoise, on peut exiger une plus grande flexibilité, car les jeunes auraient ainsi une opportunité d'exercer une activité ne correspondant pas à leur profession ou de participer à une formation en Suisse ou à l'étranger (NZZ, 09.12.2009). L'objectif semble clair : mettre encore plus de pression sur les salarié-e-s et les forcer à accepter n'importe quel travail.

La commission de l'économie et des redevances du conseil national est allée encore plus loin. Dans un communiqué du 7.10.2009, elle a envisagé de fixer à un an le délai d'attente minimal pour les personnes qui ne versent aucune cotisation – majoritairement, des étudiant-e-s. Parallèlement, elle a exigé plus de sévérité pour les infractions à la loi sur le chômage. Désormais, les jeunes doivent être « discipliné-e-s » non seulement par des amendes, mais également par des peines de prison.

Otto Ineichen – conseiller national libéral-radical et patron de l'enseigne à bas prix Otto's Warenposten – a même proposé que les offices régionaux de placement (ORP) transmettent directement les informations personnelles des personnes au chômage aux sociétés d'intérim (Adecco, Manpower et autres) afin que celles-ci puissent leur attribuer directement un travail – sans prendre en compte les besoins sociaux et individuels des personnes concernées, évidemment.

La 4e révision de la loi sur l'assurance-chômage prolonge et accentue la division des salarié-e-s, en fonction non seulement de leur origine sociale, mais aussi de leur âge. C'est pourquoi il est essentiel de combattre cette révision par un référendum. Mais se contenter d'un status quo dans l'organisation et le financement de l'assurance sociale en général, et de la LACI en particulier, équivaudrait à continuer d'accepter tacitement la division des salarié-e-s. Seule une mobilisation politique, voire sociale, nous permettra de combattre les mesures tendant à réduire les salarié-e-s à du capital humain corvéable à merci.

Nous exigeons :

- **la mise à profit d'une période de chômage pour offrir aux chômeuses et aux chômeurs une véritable formation continue financée par les cotisations patronales et l'assurance-chômage.**
- **la suppression de toute « mesure d'activation » accroissant la pression sur les personnes au chômage et les poussant à accepter n'importe quel travail, ce qui accentue la concurrence entre les salarié-e-s.**
- **l'interdiction de licencier faite aux entreprises dégageant des bénéfices.**
- **compte tenu du chômage structurel, la diminution du temps de travail sans baisses des salaires et la répartition entre toutes et tous du travail « socialement » nécessaire.**

Attac Suisse
Traduction : Anne-Marie Harnois, Coorditrad

>>> La taxe sur les transactions financières en bref >>>

La taxation des transactions financières revient à l'ordre du jour. Lors du sommet du G20 à Pittsburgh, le président français et la chancelière allemande ont ouvert le débat sur une Taxe sur les Transactions Financières (TTF). Le FMI a, en conséquence, été chargé de rédiger un rapport pour juin 2010 sur les options «concernant la façon dont le secteur financier pourrait contribuer de manière juste et substantielle au paiement des éventuels fardeaux liés aux interventions des gouvernements pour sauver le système bancaire.»

Impulsion politique pour la TTF

Le programme TARP (Troubled Asset Relief Program) des États-Unis – la facture du sauvetage financier de 2008 s'élevant à 700 milliards USD – comporte déjà une disposition relative à un dédommagement par le secteur des services financiers en cas de défaut de remboursement. Au cours de la campagne électorale, Obama a, lui aussi, affirmé lors d'un discours dans le Wisconsin le 1er octobre 2008 : «J'ai proposé un Droit de Stabilité Financière sur les services financiers pour que Wall Street paie l'addition – pas le contribuable étasunien.» De même, les membres de la Chambre des Représentants des États-Unis envisagent, eux aussi, une TTF. Le parlement européen s'est récemment prononcé en faveur de la TTF, et le groupe pilote sur les financements innovants pour le développement – qui regroupe environ 40 pays de tous les continents – a déjà constitué un groupe d'experts qui élabore des propositions qui seront soumises lors des forums internationaux importants.

En Europe, aux côtés de Sarkozy et Merkel, le président de la Commission Européenne, Barroso, et le directeur de l'autorité de surveillance britannique, Turner, ont pris le train en marche. La France, l'Autriche et la Belgique ont elles aussi, dans le passé, soutenu la taxation des opérations monétaires.

Cette tendance offre à la société civile une opportunité extraordinaire de pression. En effet, des organisations de la société civile défendent, depuis une décennie, une taxe sur les opérations monétaires de différents types (Taxe Tobin, Taxe Spahn, Contribution de Solidarité pour Financer le Développement).

Les coûts des renflouements et des programmes de stimulation qui s'élèvent à environ 3,5 billions USD ont entraîné une hausse énorme de la dette publique. Aux États-Unis, la dette nette va doubler, passant de 42,3% du PIB en 2007 à 84,9% en 2014. Cela représente une augmentation d'environ 6 billions USD. Au Royaume Uni, le poids de la dette va presque tripler, passant de 38,3% à 91,8%, et dans la zone euro, elle va augmenter de 56,2% à 83,7% [1] . Cela va exercer une pression extrême sur les budgets des états et il y aura des tentatives pour faire payer le krach aux citoyennes et citoyens via des coupes dans les dépenses sociales, les fonds consacrés à l'environnement et les autres biens collectifs. Cependant, le déficit peut être entièrement comblé par une taxation appropriée des responsables de la crise.

TTF – différente de la Taxe Tobin

Dans le débat actuel, la TTF et la taxe Tobin sont souvent confondues. Il y a toutefois une différence. Alors que la proposition de Tobin concerne les opérations monétaires - c'est-à-dire changement d'une devise en une autre - la TTF envisage une assiette d'imposition beaucoup plus large. Cette taxe s'appliquerait aux transactions de tous types d'actifs financiers : actions, obligations, valeurs mobilières et produits dérivés [2]. La solution optimale est de taxer toutes ces catégories d'actifs. Cependant, il ne serait possible de taxer qu'une ou deux catégories.

Dans la mesure où la TTF se limite aux marchés des actifs, les autres transferts tels que les paiements de transactions relatives à des biens ou au marché du travail, ainsi que les remises et autres prêts interbancaires à court terme et les opérations des banques centrales n'y seraient pas soumis.

Mise en œuvre unilatérale possible

La plupart des hommes et femmes politiques qui ont récemment soutenu l'idée d'une TTF ont affirmé qu'une telle taxe ne fonctionnerait que si elle était mise en œuvre au niveau international. Cela est faux, comme le démontre l'existence de telles taxes dans plusieurs pays. L'exemple le plus frappant est le «droit de timbre» britannique. Il s'agit d'une taxe relativement élevée de 0,5% qui est prélevée sur la valeur nominale de tout achat d'actions d'entreprises du Royaume-Uni. Cela signifie qu'un acheteur étranger doit payer la taxe. Celle-ci s'applique également aux achats d'actions d'entreprises britanniques situées hors du Royaume-Uni. Si l'actif est transféré à un service de compensation ou converti en papier, ce qui permet d'éviter le droit de timbre, des «frais de rachat» de 1,5% doivent être payés. Les recettes en 2006 étaient d'environ 5 milliards d'euros. Cette taxe n'a pas entraîné d'évasion fiscale ni la fragilisation de la City de Londres. En fait, sur les gros marchés financiers, les acteurs bénéficient d'externalités de réseau (c'est-à-dire partenaires importants à proximité, infrastructure, etc.). Tant que la taxe n'est pas supérieure aux coûts de délocalisation, les institutions financières la paieront plutôt que d'aller dans un autre pays.

Des taxes sur les transactions financières spécifiques au pays existent en Autriche, en Grèce, au Luxembourg, en Pologne, au Portugal, en Espagne, en Suisse, à Hong Kong, en Chine, à Singapour. L'état de New York, aux États-Unis, prélève un droit de timbre sur Wall Street (New York Stock Exchange et NASDAQ) qui s'applique à toutes les entreprises basées là-bas, même si cela est au taux extrêmement faible de 0,003%.

Faisabilité technique

Techniquement, la TTF peut être prélevée facilement et à un très faible coût. Toutes les transactions sur les bourses de valeurs sont capturées par des plateformes électroniques. Une simple étiquette électronique transférerait automatiquement la taxe au bureau des contributions concerné. Le contournement des plateformes électroniques est très improbable dans la mesure où il serait très coûteux.

Réglementation ou recettes – faux opposés

La TTF aurait, tout comme la taxe Tobin, un effet de réglementation. Elle réduirait la spéculation et l'excès de liquidité. Cela contribuerait à une plus grande stabilité du système financier. De plus, avec un taux de taxation approprié, les recettes pourraient être considérables. Les deux effets sont bienvenus et ne doivent pas être vus comme contradictoires.

>>>

Notes

[1] FMI, Perspectives Économiques Mondiales, octobre 2009

[2] Tant que ceux-ci sont échangés en bourse ou dans le cadre d'une autre institution publique et non pas de manière bilatérale entre les acteurs financiers (activité qualifiée «hors cote», c'est-à-dire sans contrôle ni supervision). Le G20 ainsi que l'UE ont déclaré que le commerce «hors cote» devrait être soumis à un contrôle à l'avenir, ce qui permettrait également de le taxer facilement.

L'UBS, les bonus … et la génétique

La dernière assemblée générale de l'UBS a suscité de nombreux commentaires. L'un de ceux-ci, enregistré par le téléjournal de la TSR, n'a probablement pas suscité l'intérêt qu'il méritait. Il s'agit de celui de M. Yves Nydegger, conseiller national UDC genevois. Ses propos concernaient l'approbation de la politique des bonus par M. Villiger. Je cite : « Je ne suis pas sûr que la mission de M. Villiger était précisément de changer les mœurs de ce côté-là, parce que cela signifierait changer la génétique humaine qui est fondamentalement avide ».

M. Nydegger ajoute une pierre importante à l'édifice de l'économie libérale. La dernière partie de son intervention pourrait devenir une loi, la loi Nydegger qui s'énoncerait ainsi : « L'homme est cupide génétiquement, laissons-le faire ! ». Elle viendrait renforcer la grande loi d'Adam Smith qui veut que la poursuite de l'intérêt personnel soit à l'origine de la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Selon Wikipedia, le sens de la petite phrase de M. Nydegger fait merveille. En effet, mais au prix de quels raccourcis ! M. Nydegger ne voit l'humanité qu'au travers des lunettes déformantes de son idéologie et de sa catégorie sociale. La très grande majorité des personnes que je connais ne sont pas cupides et ne recherchent pas le pouvoir pour soigner leur ego.

M. Nydegger ne sait pas qu'avant d'être génétiques, nos vertus et nos vices sont issus de notre culture et des valeurs que celle-ci véhicule, de notre histoire et de notre éducation. En outre, il oublie que l'État et la loi permettent de mettre des limites à la cupidité et à l'avarice : protections sociales qui institutionnalisent la solidarité, condamnation du vol et de l'usure entre autres. Pour un avocat, cet oubli est consternant.

M. Nydegger pourrait invoquer le caractère improvisé de son intervention pour justifier une pareille énormité. Mais on doit pouvoir attendre d'un homme politique qui connaît ses dossiers et qui consacre du temps à la réflexion autre chose que des paroles qui sont un défi au bon sens. Inculture, incohérence de la pensée, aveuglement idéologique, M. Nydegger a toutes les qualités pour être un brillant représentant de l'UDC.

Gérald Mermet



\>>>

Quel taux pour la taxe et quelles recettes ?

Le taux de la taxe devrait être aussi élevé que le droit de timbre britannique, c'est-à-dire 0,5%. Concernant les recettes, un taux de seulement 0,1% rapporterait, au niveau mondial, 734,8 milliards USD par an, dans l'hypothèse où il y aurait une réduction moyenne du volume des transactions en raison de la taxe. À 0,1% le chiffre serait, pour l'Europe, de 321,3 milliards de USD, et pour l'Amérique du Nord 313,6 milliards de USD. En d'autres termes, avec les recettes générées par les États-Unis seuls, la hausse de la dette publique d'ici 2014 précédemment mentionnée pourrait être compensée par la TTF en huit ans. En Europe, elle le serait en un délai encore plus court.

Quelles affectations pour les recettes ?

La taxe étant prélevée sur les marchés d'actifs et ceux-ci étant fortement concentrés sur une demi-douzaine de pays, l'ensemble des recettes augmenterait dans certains pays tels que les États Unis, le Royaume Uni, le Japon, la Suisse, l'Allemagne, la France et Singapour. Ces pays pourraient utiliser ces revenus pour réduire la dette publique générée par la gestion de la crise.

Cependant, ces quelques pays ne devraient pas être les seuls bénéficiaires de la TTF. Les marchés d'actifs sont des marchés internationaux et ont causé des dommages dans le monde entier. Il est par conséquent tout à fait légitime qu'une partie importante des recettes – par exemple un tiers – aille à un fonds international sous les auspices de l'ONU. Une partie de cet argent pourrait être distribuée aux pays qui ont dû renflouer les banques et prendre des mesures de stimulation pour limiter les effets de la crise mais n'ont pas un marché d'actifs important.



Une autre partie devrait être affectée au financement d'intérêts communs au niveau mondial et, en premier lieu, à la lutte contre le réchauffement climatique, ainsi que la faim et la pauvreté dans les pays en voie de développement.

De toute façon, la distribution précise des recettes devrait être définie par un processus démocratique.

Peter Wahl, WEED
– World Economy, Ecology & Development Assoc., Berlin
peter.wahl@weed-online.org

Traduction :
Saïma Nah, Coorditrad

Bibliographie : Stephan Schulmeister, Margit Schrat-zenstaller, Oliver Picek (2008) : A General Financial Transaction Tax Motives, Revenues, Feasibility and Effects. Vienna.

>>> Marinaleda:
un modèle unique d'autogestion en Europe >>>

Depuis l'alerte google Alternatives au capitalisme, j'ai récemment découvert l'existence de Marinaleda, une commune de 2'645 habitants en Andalousie « où Marx vivrait s'il était encore en vie, avec zéro chômage, zéro policier et des habitations à 15 euros par mois ». Une alternative au capitalisme réalisée à moins de 2'000 km de chez nous et qui fonctionne depuis plus de 30 ans sans que je n'en aie jamais entendu parler ? À la première occasion, c'est donc sac à dos, train, bus et autostop que j'irai pour vérifier si cette belle utopie existe vraiment…

Comme c'est Pâques, je tombe en pleine Semana Santa. Au village voisin on m'avertit : « Leur maire est un fou : quand nous autres, Espagnols, faisons des processions religieuses, eux ils font la fête pendant 5 jours. »

J'apprends que la fête de la paix qui tombe durant la Semaine Sainte y est effectivement une tradition depuis plusieurs années et beaucoup de jeunes de Sevilla, Granada ou Madrid ont rejoint les villageois. Des lectures, des films ou une conférence, en solidarité avec la Palestine, ainsi qu'un appel au boycott des produits israéliens ouvrent les soirées de concerts et de fête. Pour les nuits, l'immense complexe polysportif reste ouvert pour loger les visiteurs de l'extérieur. Une première auberge est en construction. En tant que membre de l'association de solidarité Suisse-Cuba, je m'étais déplacée pour voir s'il existait effectivement une expérience socialiste un peu similaire à la révolution cubaine ici en Europe et j'en ai eu pour mon compte.

Le droit à la terre et au travail

A Marinaleda aussi, il a fallu d'abord passer par une réforme agraire. « La lutte révolutionnaire du peuple cubain a été une lumière pour tous les peuples du monde et nous avons une grande admiration pour ses acquis », m'explique Juan Manuel Sanchez Gordillo, maire communiste, réélu depuis 31 ans. Il était le plus jeune édile d'Espagne en 1979. En 1986, après 12 ans de luttes et d'occupations où les femmes ont joué le rôle principal, ce village a réussi à obtenir 1'200 ha de terre d'un grand latifundiaire, terre qui a aussitôt été redistribuée et transformée en coopérative agricole de laquelle vit aujourd'hui presque tout le village. « La terre n'appartient à personne, la terre ne s'achète pas, la terre appartient à tous ! »

À la ferme de la coopérative, EL HUMOSO, les associés travaillent 6,5h par jour, du lundi au samedi, ce qui donne des semaines de 39h. Tout le monde a le même salaire, indépendant de la fonction. 400 personnes du village les rejoignent pendant les mois de novembre à janvier (olives) et 500 en avril (habas, haricots de Lima).

La récolte (huile d'olive extra vierge, artichauts, poivrons, etc.) est mise artisanalement en boîte ou en bocal dans la petite fabrique HUMAR MARINALEDA au milieu du village, où travaillent environ 60 femmes et 4-5 hommes en bavardant dans une ambiance décontractée. Le tout est vendu principalement en Espagne. Une partie de l'huile d'olive part pour l'Italie qui change l'étiquette et la revend sous un autre nom. « Nous avons la meilleure qualité, mais malheureusement, c'est eux qui ont les canaux pour la commercialisation » m'explique un travailleur de la ferme. Avis donc aux magasins alternatifs de chez nous pour leur proposer un marché direct…

Les bénéfices de la coopérative ne sont pas distribués, mais réinvestis pour créer du travail. Ça a l'air si simple, mais c'est pour cela que le village est connu pour ne pas souffrir du chômage. En discutant avec la population, j'ai pourtant appris qu'à certaines époques de l'année, il n'y a pas assez de travail dans l'agriculture pour tous, mais que les salaires sont tout de même versés. Comme à Cuba, l'habitation, le travail, la culture, l'éducation et la santé sont considérés comme un droit. Une place à la crèche avec tous les repas compris coûte 12 euros par mois. A nouveau, ça rappelle Cuba où l'éducation est gratuite, depuis la crèche jusqu'à l'université.

Les maisons auto-construites

Plus de 350 maisons ont déjà été construites par les habitants eux-mêmes. Il n'y a pas de discrimination et l'unique condition pour une attribution est de ne pas déjà disposer d'un logement. La municipalité met à disposition gratuitement la terre et les conseils d'un architecte ; Séville fait un prêt des matériaux. Les maisons ont 90m^2, deux salles d'eau et une cour individuelle de 100m^2 où on peut planter ses légumes, faire ses barbecues, mettre son garage ou agrandir en cas de besoin. Comme dans certaines régions à Cuba, un groupe de futurs voisins construisent ensemble pendant une année une rangée de maisons mitoyennes sans savoir encore laquelle sera la leur. Une fois le logement attribué, les finitions, l'emplacement des portes, les ouvertures peuvent être individualisés par chaque famille. Le loyer se décide en réunion du collectif. Il a été fixé à moins de 16 euros par mois. Les constructeurs deviennent ainsi propriétaires de leur maison, mais elle ne pourra jamais être revendue (en dehors de l'auto-construction, j'ai rencontré une famille qui loue à 24 euros par mois, ainsi que la seule ouvrière de la fabrique Humar Marinaleda qui vient de l'extérieur et qui paye, elle, 300 euros pour son logement. Les personnes qui souhaitent vivre à Marinaleda doivent y passer deux ans d'accoutumance avant une décision définitive).

Le coiffeur, qui fait plutôt partie de la minorité de l'opposition, est propriétaire de sa maison et se plaint de devoir travailler quand même. A ma question, pourquoi il ne vend pas sa maison à une des nombreuses familles espagnoles qui aimeraient venir rejoindre ce village, il dit qu'il y a tout de même aussi des avantages à rester ici (l'opposition serait financée par le PSOE, Partido socialisto obrero espagnol, selon certaines sources).

Ce samedi de Pâques, les intéressé-e-s sont invité-e-s à la mairie pour une petite conférence. Le

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Maurizio Coppola, Alexandre de Charrière, Andrea Duffour, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann.

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION : JUIN 2010

COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>>

maire nous explique son point de vue sur différents thèmes avant de répondre à nos questions. En voici quelques extraits ou résumés :

S'organiser

«Il faut lutter unis. Au niveau international, nous sommes connectés avec Via campesina, puis nous nous sommes organisés syndicalement et politiquement», nous communique le maire. Esperanza, 30 ans, éducatrice de profession, conseillère sociale bénévole de la municipalité, m'avait déjà expliqué ceci la veille au «syndicat», bar et lieu de rencontres municipal : «Ici, nous avons fait les changements depuis le bas, avec le SAT, syndicat de travailleurs d'Andalousie, anciennement SOC, syndicat fondé en '76, juste après Franco, et avec la CUT, collectif unitaire de travailleurs, parti anticapitaliste.»

Pas de gendarme

«Nous n'avons pas de gendarmes ici - ça serait un gaspillage inutile.» Les gens n'ont pas envie de vandaliser leur propre village. «Nous n'avons pas de curé non plus - gracias a Dios !» plaisante le maire. La liberté de pratiquer sa religion est pourtant garantie et une petite procession religieuse timide défile discrètement, sans spectateurs, dans le village en évitant la place de fête.

Le capitalisme

«La crise ? Le système capitaliste a toujours été un échec, la crise ne date pas d'aujourd'hui. L'avantage de la crise : le mythe du marché est tombé (...). Les réalités sont toujours les mêmes : quelque 2% détiennent 50% de la terre (...). Ceux qui veulent réformer le capitalisme veulent tout changer pour que rien ne change ! Dans le capitalisme, on a des syndicats de régime et non pas des syndicats de classe, il y a beaucoup d'instruments d'aliénation, pas de liberté d'expression, seulement la liberté d'acquisition (...). A Marinaleda, nous serons les premiers quand il s'agit de lutter et les derniers à l'heure des bénéfices.»

Démocratie

«Nous pratiquons une démocratie participative, on décide de tout, des impôts aux dépenses publiques, dans de grandes assemblées. Beaucoup de têtes donnent beaucoup d'idées. Nos gens savent aussi qu'on peut travailler pour d'autres valeurs qu'uniquement pour de l'argent. Quand nous avons besoin ou envie, nous organisons un dimanche rouge : par exemple certainement dimanche après cette fête, il y aura assez de jeunes volontaires qui viendront nettoyer la place ou préparer un petit déjeuner pour les enfants et tout ceci pour le plaisir d'être ensemble et d'avoir un village propre (...). La démocratie doit être économique et sociale, pas seulement politique. Quant à la démocratie politique, la majorité 50%+1 ne sert à rien. Pour une vraie démocratie, il faut au moins 80-90% d'adhérents à une idée. D'ailleurs, toutes nos charges politiques sont sans rémunération.»

Luttes futures et amendes...

Le maire appelle à participer à la grève générale annoncée par le SAT pour ce 14 avril, en solidarité avec les sans terres en Andalousie qui ne bénéficient pas encore de leur droit à la terre et aussi pour nos revendications à nous. Il préconise aussi la nécessité de nationaliser les banques, l'énergie, les transports, etc. Nous devons 20-30 millions de pesetas d'amendes pour nos différentes luttes...

La culture, les fêtes

«Nous faisons beaucoup de fêtes avec des repas communs gratuits, et il y a toujours assez de volontaires pour organiser tout cela.

La joie et la fête doivent être un droit, gratuites et pour tous. Ce n'est pas la mayonnaise des médias qui vont nous dicter ce qui doit nous plaire, nous avons une culture à nous.»

Expérience sociale unique en Europe

Avec un sol qui n'est plus une marchandise, mais devenu un droit pour celui qui veut le cultiver ou l'habiter, une habitation pour 15 euros par mois, du sport ou la culture gratuits ou presque (piscine municipale : 3 euros pour la saison), un sens communautaire de bien-être, je pense pouvoir dire que Marinaleda est une expérience unique en Europe.

Chaque samedi d'ailleurs, le maire répond également aux questions des villageois-e-s présent-e-s à la maison communale sur la chaîne de la TV locale. Cela nous rappelle l'émission «Alô présidente» de Hugo Chavez, un autre leader pour lequel Gordillo a exprimé son admiration.

La désinformation

«Apaga la TV, enciende tu mente» - Eteins la TV, allume ton cerveau, ce premier mural m'avait frappé, il se trouve juste en face de la TV locale... À ma question en lien avec la désinformation, Juan Manuel Sanchez Gordillo me fait part de son plan d'écrire un livre sur «Los prensatenientes» – la demi-douzaine de transnationales qui possèdent les médias dans le monde. «Pendant que la gauche écrit des pamphlets que personne ne lit, la droite économique, la grande bourgeoisie, installe chez toi plein de canaux de télévision racontant tous les mêmes valeurs et propageant la même propagande mensongère. (...) Au niveau de l'information, l'éducation est très importante» et, en ce qui concerne le programme national de l'éducation, cela ne lui convient pas. Juan Manuel Sanchez Gordillo me confie donc qu'il compte venir bientôt en Suisse pour étudier notre système d'éducation qui est organisé au niveau cantonal... Probablement pense-t-il que nous sommes une vraie démocratie avec des programmes scolaires indépendants du pouvoir...

Des expériences alternatives au capitalisme qui font peur

Par rapport aux médias, la question que je me pose à nouveau est la suivante : pourquoi l'expérience de Marinaleda est si mal connue en Espagne ainsi qu'auprès de nos édiles ? Pourquoi Cuba, cas d'école au niveau mondial en ce qui concerne la désinformation, mérite un budget annuel de 83 millions de dollars de la part des États-Unis, consacrés uniquement au financement de la désinformation et des agressions contre ce petit pays ? Y aurait-il des alternatives au capitalisme qui fonctionnent depuis longtemps et qui font si peur à certains ?

Andrea Duffour,
association Suisse-Cuba,
12 avril 2010

Pour plus d'informations :

http://www.marinaleda.com
http://www.cuba-si.ch

A voir sur le même sujet l'émission TTC du 1er mars 2010 sur la TSR

>>> La Grèce, premier cochon dégraissé >>>

Sous le poids de ses déficits, la Grèce vient de solliciter l'activation du mécanisme d'aide du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

En échange, des conditions drastiques devraient lui être imposées : le gouvernement grec a déjà augmenté les taxes sur la consommation, repoussé de deux ans l'âge de la retraite, baissé les salaires des fonctionnaires, arrêté de remplacer ceux qui partent à la retraite,... mais un plan de rigueur encore bien plus important s'annonce qui empêchera ainsi, en période de récession, toute possibilité de relance publique de l'économie nationale. Ceci d'autant plus que le taux d'intérêt des prêts octroyés sera de 5%, c'est-à-dire bien plus que le taux de croissance potentiel de la Grèce. Ce qui ne peut qu'engendrer un creusement de ses déficits et de sa dette.

La crise grecque est la première grande démonstration, face à la crise économique, de l'échec de l'Union européenne et de la zone euro. Elle découle de l'incapacité pour les pays européens d'accéder à des prêts de la Banque centrale européenne, les condamnant à emprunter à des taux exorbitants sur les marchés financiers. Elle provient de l'absence de politique européenne de coopération, budgétaire, fiscale et sociale, qui permette à l'Union de se porter garante de la dette d'un État membre, d'enclencher un vrai plan de relance publique (à commencer dans les pays les plus vulnérables), d'harmoniser les conditions sociales et fiscales et de faire converger progressivement les modèles économiques nationaux. C'est pourtant la seule solution pour sortir de l'impasse de la zone euro et pour réduire les déséquilibres entre des pays comme l'Allemagne, avec une faible demande intérieure et d'énorme excédents d'exportations, et les fameux "pigs" (ou cochons, c'est-à-dire la Grèce et les soi-disants mauvais élèves de la zone euro), qui absorbent ces excédents grâce à une forte consommation interne.

Demain, l'Espagne, puis le Portugal, la Grèce, l'Irlande voire la France, devraient se retrouver dans la même situation que la Grèce. Mais les perdants ne sont pas que les Grecs aujourd'hui ou les Irlandais demain : c'est l'ensemble des citoyens européens, qui paient au prix fort la crise économique. C'est aussi l'Union européenne, qui fait entrer dans la danse le FMI et acte ainsi la soumission de son économie à une institution largement contrôlée par les Etats-Unis et l'industrie financière. Les gagnants sont, eux, du côté de cette industrie financière : responsable de la crise économique, puis sauvée par les contribuables sans réelles conditions, c'est elle qui à présent impose ses règles aux gouvernements européens et en profite en spéculant sur leur faillite.

Nous devons changer le modèle européen, aujourd'hui en échec, et construire une Europe solidaire, sociale et écologique.

Communiqué d'Attac France
23 avril 2010

>>> Université d'été: La crise écologique: quelles réponses altermondialistes ? >>>

« Le capitalisme détruit ce dont il a besoin pour sa reproduction : le travail et la nature ». Le mode de développement du capitalisme a été induit par la logique de maximisation du profit. Cette logique productiviste a été considérablement intensifiée par les politiques néolibérales menées depuis plus d'un quart de siècle qui ont accentué les processus de privatisation des biens et des services et de marchandisation du vivant. Au point de mettre en danger la possibilité de tout progrès social par la dégradation de l'environnement et des conditions de vie.

Cette constatation nous amène aux questions centrales de l'analyse et des actions du mouvement altermondialiste face à la crise écologique : comment s'approprier la question sociale sans perdre de vue la question écologique et vice-versa ?

Aujourd'hui, la discussion autour de la question écologique touche différents champs : le réchauffement climatique, la production "verte", la consommation des produits non-polluants, l'agriculture, les migrations climatiques, le commerce mondial, le sol, l'océan, etc. Ceci donne lieu à des réponses diverses parfois très spécifiques. Il s'agit de ne pas perdre de vue les interconnexions entre ces thématiques et la globalité des enjeux. Comment faire face à cette difficulté ?

Une réponse de gauche est : "Le Green New Deal" ou autrement dit : un concept de tournant écologique du capitalisme qui demanderait une intervention étatique pour une transformation écologique de la société industrielle. Est-ce qu'un tel projet suffit ? Le défi à relever pour la gauche est de combiner la satisfaction des besoins sociaux, tant à l'échelle nationale, européenne et mondiale, et les solutions à mettre en oeuvre pour répondre à la crise écologique. Dans ce sens, les questions suivantes se posent : est-ce que le capitalisme vert peut satisfaire les besoins sociaux en respectant l'environnement ? Quelles sont les critiques altermondialistes à la crise écologique ? Quelles luttes nous indiquent la voie pour dépasser la logique capitaliste de la destruction de l'environnement ? Quelles pistes conductrices pour des luttes sociales et écologiques ? Quel lien entre la question sociale et la question écologique ?

C'est ces questions que nous traiterons lors de notre **université d'été 2010, du vendredi 3 à dimanche 5 septembre à Delémont.** Au plaisir de vous rencontrer nombreuses et nombreux.

Conditions de travail, chômage et état de santé

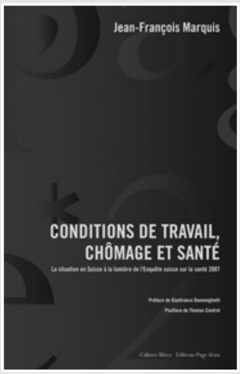
Les "Éditions Pages 2" ont récemment publié une étude intéressante sur l'incidence des conditions de travail et du chômage sur l'état de santé.

« L'emploi et les conditions de travail ont une grande incidence sur l'équité en santé », note l'Organisation mondiale de la santé dans un rapport publié en 2008 : ils font partie des principaux déterminants sociaux « à l'origine d'une grande part des inégalités en santé observées entre pays et dans les pays ». Ce constat se fonde sur un vaste corpus d'enquêtes et de recherches menées à l'échelle internationale, dont le renouveau, ces trois dernières décennies, a été stimulé par l'explosion du chômage et de la précarisation de l'emploi, ainsi que par l'intensification du travail.

Pour la première fois, une vue chiffrée d'ensemble de cette problématique est également disponible pour la Suisse, basée sur les données de la dernière enquête suisse sur la santé, réalisée en 2007 par l'Office fédéral de la statistique.

L'étude cherche à répondre à trois questions : 1° Quelles sont les conditions de travail à risque (physique ou psychosocial) les plus fréquentes ? Qui y est le plus exposé, en fonction notamment du sexe, de la position sociale ou de la branche d'activité ? 2° Quelles associations peut-on mettre en évidence entre ces conditions de travail et l'état de santé ? 3° Quels sont les liens entre le fait d'être au chômage ou de craindre pour son emploi et l'état de santé ?

Les données analysées révèlent un lien significatif entre les conditions de travail à risques, plus fréquentes que souvent admis, et une santé dégradée chez les personnes concernées.



Jean-François MARQUIS
CONDITIONS DE TRAVAIL, CHÔMAGE ET ÉTAT DE SANTÉ
La situation en Suisse à la lumière de l'enquête suisse sur la santé 2007 Préface du professeur Gianfranco Domenighetti. Postface de Thomas Coutrot.

180 p., 16 euros - 27 francs
ISBN 978-2-940189-45-8
Mars 2010

Liberté. Égalité. Dignité. Pour moi et toi!

Solidarité sans frontières prépare une grande manifestation contre la discrimination, le racisme et l'exclusion le 26 juin 2010 à Berne. Quelques milliers de personnes sont espérées sur la Place Fédérale pour réclamer la nécessité d'une autre Suisse.

Les droits fondamentaux des migrant-e-s sont restreints de façon continue. La xénophobie est entrée dans les mœurs en 2009 :

- Un an après l'entrée en vigueur des révisions de la loi fédérale sur l'étrangers et la loi sur l'asile, Mme Widmer-Schlumpf a déjà envoyé d'autres durcissements en consultation.
- L'initiative populaire « contre la construction des minarets » a été adoptée par une claire majorité des électeurs
- Une véritable campagne contre la présence des Allemands en Suisse est menée
- Au lieu de déclarer l' initiative « pour le renvoi des étrangers criminels » nulle, les partis présentent des contre-propositions également inutilisables

Il faut émettre une voix claire dans la lutte pour l'égalité des droits et l'égalité de traitement de tous les gens qui vivent dans ce pays. On doit se serrer les coudes.

Plus de détails sur www.sosf.ch